

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 13/09/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VILLEROY ET BOCH SAS**

Rue du 11 novembre  
82400 VALENCE

Références : JR/2022-1052  
Numéro de visite : 82-22-064  
Code AIOT : 0006802453

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement VILLEROY ET BOCH SAS implanté Rue du 11 novembre 82400 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit suite à un déversement accidentel de barbotine (mélange de sable et d'argile et de chamotte) vers le milieu naturel survenu le jeudi 25 août 2022, et ayant entraîné une pollution du cours d'eau la Barguelonne, signalée à l'exploitant par M. le Maire de Golfech dans l'après-midi du samedi 27 août 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VILLEROY ET BOCH SAS
- Rue du 11 novembre 82400 VALENCE
- Code AIOT : 0006802453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site VILLEROY et BOCH est spécialisé dans la fabrication de receveurs de douches, lavabos et éviers en céramique. Il est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite récatrice suite au déversement accidentel de barbotine dans le cours d'eau "La Barguelonne"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Rapport d'incident                      | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 | /  | Sans objet        |
| 2  | Valeur limite des rejets                | Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.4.4        | /  | Sans objet        |
| 3  | Compteurs de prélèvement d'eau          | Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.1.1        | /  | Sans objet        |
| 4  | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1        | /  | Sans objet        |
| 5  | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1        | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit dans un délai de trente jours :

- transmettre un rapport d'incident détaillé, expliquant les événements, leurs causes, leurs impacts et les mesures prises pour éviter qu'il ne puisse se reproduire,
- attester de la présence d'un compteur d'eau fonctionnel mesurant l'alimentation en eau potable de son site,
- enlever les déchets empêchant l'obturation de la buse d'évacuation des eaux pluviales au niveau du parking « expédition »,
- renforcer son organisation concernant la prévention des déversements accidentels vers le milieu naturel.

Par ailleurs, l'exploitant doit communiquer les résultats des analyses d'eau réalisées au niveau de la lagune dès leur réception, et n'effectuer aucun nouveau rejet vers le milieu naturel avant que les effluents ne respectent les valeurs définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation,

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déclaration d'incident  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br><br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection des installations classées a été prévenue vers 9h30 le lundi 29 aout 2022 par la police de l'eau d'une pollution cours d'eau de la Braguelone, suite à un incident sur le site Villeroy et Boch de Valence d'Agen.<br>L'inspection a contacté l'exploitant par téléphone ce même lundi 29 aout et s'est rendu sur place l'après midi même, avec un agent de l'Office Français de la Biodiversité.  |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation d'information à l'inspection. Celle ci doit être la plus rapide possible.<br>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'incident dans les meilleurs délais.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Valeur limite des rejets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.4.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets acqueux  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent par ailleurs respecter les paramètres définis à l'annexe 2.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant annonce avoir contacté un laboratoire afin de réaliser une analyse de la qualité de l'eau retenue au niveau de la lagune. Un prélèvement d'échantillon a été réalisé le 29 août vers 12h45.   |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant la transmission des résultats de ces analyses dès réception.<br>L'inspection rappelle à l'exploitant <b>qu'aucun nouveau rejet vers le milieu naturel</b> n'est possible avant l'assurance de la conformité de l'eau aux valeurs limites des rejets de l'arrêté préfectoral. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Compteurs de prélèvement d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compteurs d'eau   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.<br>[...]<br>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur à enregistrement continu.<br>Cet enregistrement doit être tenu à disposition des installations classées.<br>Annuellement, l'exploitant fait part à l'inspecteur des installations classées de ses consommations d'eau.<br>Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant déclare que la consommation de l'eau potable n'est plus comptabilisée depuis mars 2021, le compteur étant depuis lors hors-service. Il affirme que le gestionnaire du réseau a été prévenu de ce dysfonctionnement, qui n'est pas réparé à ce jour.   |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de respecter l'obligation de disposer d'un dispositif de mesure totaliseur à enregistrement continu sur sa consommation d'eau potable.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, confinement  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.  |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate qu'une buse d'évacuation des eaux pluviales vers le milieu naturel située au niveau du parking expédition est encombrée de déchets. Ces déchets rendent inopérant l'obturateur pneumatique dont est équipée la buse, qui permet si besoin la rétention des eaux en cas de pollution accidentelle. |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de retirer les déchets dans la buse, afin que l'obturateur retrouve un fonctionnement normal, et d'en attester à l'inspection.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets acqueux   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant précise que le déversement accidentel est lié au remplissage le 25 août d'une cuve de barbotine, qui était reliée par erreur à la lagune du site.<br>L'exploitant déclare que la station d'épuration n'était pas en fonctionnement lors du remplissage des cuves de barbotine.<br>La lagune susceptible de recevoir des eaux sans traitement épuratoire était cependant connectée au milieu naturel, la vanne de rejet vers le cours d'eau étant en position ouverte.<br>L'exploitant indique que le déversement de barbotine vers la lagune a été détectée en interne le 26/08/2022 vers 16h00, mais que personne n'a fermé le rejet de la lagune vers le milieu naturel avant le 27/08/2022 vers 23h00, suite au signalement du maire de Golfech le 27/08/2022 dans l'après-midi. |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection demande à l'exploitant de renforcer son organisation pour éviter un déversement accidentel vers le milieu naturel, y compris en cas d'erreur de manipulation lors d'un remplissage de cuve, de formaliser cette organisation dans des procédures écrites, et de lui en adresser une copie, afin que toutes les mesures empêchant un déversement accidentel vers le milieu naturel soient mises en œuvre. Cette organisation devra être connue de l'ensemble des opérateurs concernés.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |